

France
Fiche de notation

Communauté urbaine de Strasbourg

Notes

	Note actuelle
Devises	
Long terme	AA+
Court terme	F1+
Monnaie locale	
Long terme	AA+

Perspective

Devises	Stable
Monnaie locale	Stable

Données financières

Communauté urbaine de Strasbourg

	31 dec 08	31 dec 07
Recettes de gestion (Mio EUR)	419,5	401,7
Dette directe (Mio EUR)	209,7	148,6
Epargne de gestion/ Recettes de gestion (%)	15,7	21
Service de la dette/ Recettes réelles de fonctionnement (%)	4,2	3,5
Dette directe/ Epargne brute (ans)	3,6	1,9
Epargne de gestion/ Charges financières (x)	8,4	14,7
Dépenses d'investissement/ Dépenses totales (%)	33,3	42,7
Solde avant dette/ Dépenses totales (hors nouveaux emprunts) (%)	-11,6	-16,8
Epargne brute/ Dépenses d'investissement (%)	31,3	31,3

Analystes

Christophe Parisot
+ 33 1 44 29 91 34
christophe.parisot@fitchratings.com

Mehdi Ali Fadli
+ 33 1 44 29 91 45
mehdi.fadli@fitchratings.com

Rapports associés

- *Méthodologie internationale de notation des collectivités locales*
- *Le cadre institutionnel des collectivités locales françaises*

Fondamentaux des notes

- Les notes de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) reflètent des soldes budgétaires confortables, des ratios de remboursement de la dette solides et une flexibilité sur les recettes supérieure à la moyenne, bien que les marges de manœuvre fiscales aient été réduites par les différentes modifications de la taxe professionnelle. Le levier fiscal pourrait être une nouvelle fois amoindri par la réforme à venir.
- Les performances budgétaires de la CUS étaient bonnes en 2008, bien qu'en retrait par rapport aux années précédentes : l'épargne brute représentait 14% des recettes de fonctionnement et couvrait 31% des dépenses d'investissement.
- Les marges de manœuvre en section de fonctionnement sont limitées. A l'instar des autres communautés urbaines, les frais de personnel et les dépenses relatives au transport urbain, au travers de la subvention à l'opérateur du réseau de transport public strasbourgeois (CTS), offrent peu de flexibilité. Les extensions du réseau de tramway devraient se traduire par une augmentation de 20% de la contribution de la CUS à la CTS.
- Le programme d'investissement, qui inclut notamment les extensions du réseau de tramway, devrait être en partie financé par l'emprunt. Fitch estime que la dette directe, qui s'est sensiblement accrue en 2008, passant à 50% des recettes de gestion, devrait représenter quatre années d'épargne brute en 2010. Cependant, les besoins de financement ont commencé à diminuer en 2009, le degré d'achèvement des projets d'envergure étant élevé. La CUS bénéficie d'infrastructures de qualité, ce qui devrait lui permettre de ralentir le rythme des investissements.
- La dette indirecte de la CUS est principalement constituée de celle de la CTS, qui s'élevait à 414 millions d'euros en 2007. La CTS est une société d'économie mixte détenue à 52,4% par la CUS. La dette garantie est élevée. Elle représentait 59% de la dette totale et 158% des recettes de gestion de la collectivité en 2008. Cependant, ces garanties étaient majoritairement liées à la CTS et au logement social, un secteur fortement encadré par l'Etat.

Facteurs susceptibles de modifier la note

- Un abaissement des notes pourrait résulter de la dégradation des performances budgétaires, alors que les marges de manœuvre fiscales pourraient être une nouvelle fois réduites par la suppression de la taxe professionnelle. La détérioration des ratios de remboursement de la dette qui s'en suivrait pourrait motiver une action négative sur les notes.
- Un autofinancement des investissements plus important, qui passe par l'amélioration des performances budgétaires, pourrait justifier une action positive sur les notes.

Profil

Etablissement public de coopération intercommunale, la CUS comprend 28 communes de l'aire urbaine de Strasbourg et regroupe plus de 458 000 habitants. Elle exerce des compétences tournées vers l'investissement telles que le transport public, la distribution de l'eau, l'assainissement, le logement, les installations culturelles et sportives.

Appendix A

Communauté urbaine de Strasbourg

(en millions d'euros)	Comptes administratifs				
	2004	2005	2006	2007	2008
Fiscalité	304,7	303,1	310,1	319,3	326,8
Transferts reçus	48,7	51,7	55,1	57,7	62,0
Autres recettes	29,2	19,7	29,3	24,7	30,7
Recettes de Gestion	382,6	374,4	394,4	401,7	419,5
Dépenses de Gestion	-282,9	-290,6	-301,1	-317,3	-353,8
Epargne de gestion	99,7	83,9	93,3	84,3	65,7
Produits financiers	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2
Charges financières	-1,0	-1,8	-3,9	-5,7	-7,9
Epargne brute	99,0	82,3	89,6	78,8	58,0
Recettes d'investissement	39,2	43,2	78,8	86,1	70,7
Dépenses d'investissement	-171,1	-187,3	-190,1	-246,7	-185,6
Solde d'investissement	-132,0	-144,1	-111,3	-160,6	-114,9
Solde avant dette	-32,9	-61,8	-21,7	-81,8	-56,9
Remboursements d'emprunts (hors mouvements neutres)	-6,4	-6,5	-8,5	-8,3	-9,7
Nouveaux emprunts (hors mouvements neutres)	32,7	40,1	50,0	32,9	70,0
Variation nette de la dette	26,3	33,7	41,5	24,6	60,3
Solde budgétaire	-6,6	-28,1	19,8	-57,2	3,5
Encours de dette					
Court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Long terme	49,6	83,3	124,7	148,6	209,7
Dettes directes	49,6	83,3	124,7	148,6	209,7
+Autres engagements retraités par Fitch	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
Dettes	49,9	83,4	124,8	148,6	209,7
- Disponibilités	16,3	3,2	17,7	12,3	21,4
Dettes nettes	33,6	80,2	107,1	136,3	188,3
Dettes garanties	534,4	549,4	563,9	615,6	660,5
Dettes des principaux satellites (hors garanties)	50,6	172,4	186,5	187,9	270,0
Dettes nettes, dettes garanties et dettes satellites	618,6	802,0	857,5	939,9	1,118,8
Memo (%)					
Dettes en devises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes obligataires	30,2	41,1	42,1	40,2	34,0
Dettes à taux fixe	n.d.	n.d.	n.d.	40,0	45,0

n.d. : données non disponibles
Source: CUS. comptes administratifs

Annexe B

Communauté urbaine de Strasbourg

	Comptes administratifs				
	2004	2005	2006	2007	2008
Ratios de marges de manœuvre budgétaires					
Epargne de gestion/Recettes de gestion (%)	26,1	22,4	23,7	21,0	15,7
Epargne brute/Recettes réelles de fonctionnement (RRF) ^a (%)	25,9	22,0	22,7	19,6	13,8
Solde avant dette/Recettes totales ^b (%)	-7,8	-14,8	-4,6	-16,8	-11,6
Solde budgétaire/Recettes totales (%)	-1,6	-6,7	4,2	-11,7	0,7
Variation des recettes de gestion (% var. N/N-1)	7,9	-2,1	5,3	1,8	4,4
Variation des dépenses de gestion (% var. N/N-1)	-3,1	2,7	3,6	5,4	11,5
Variation de l'épargne brute (% var. N/N-1)	60,9	-16,9	8,8	-12,1	-26,4
Ratios de dette					
Variation nette de la dette (% var. N/N-1)	113,3	67,8	49,8	19,1	41,1
Charges financières/Recettes de gestion (%)	0,3	0,5	1,0	1,4	1,9
Epargne de gestion/Charges financières (x)	96,96	46,33	23,70	14,73	8,37
Service de la dette ^c /RRF (%)	1,9	2,2	3,2	3,5	4,2
Service de la dette/Epargne de gestion (%)	7,4	9,9	13,4	16,7	26,7
Dette directe/RRF (%)	13,0	22,2	31,6	37,0	50,0
Dette/RRF (%)	13,0	22,3	31,6	37,0	50,0
Dette nette, dette garantie et dette des satellites/RRF (%)	161,6	214,0	217,3	233,9	266,6
Dette directe/Epargne brute (ans)	0,50	1,01	1,39	1,89	3,61
Dette/Epargne brute (ans)	0,50	1,01	1,39	1,89	3,62
Ratios de recettes (%)					
Recettes réelles de gestion/Recettes budgétaires	87,3	99,8	103,5	104,1	n.d.
Recettes fiscales/Recettes de gestion	79,6	80,9	78,6	79,5	77,9
Recettes fiscales modifiables/Recettes fiscales	99,3	99,4	99,4	99,4	99,4
Transferts courants reçus/Recettes de gestion	12,7	13,8	14,0	14,4	14,8
Recettes de gestion/Recettes totales	90,6	89,6	83,3	82,3	85,6
Ratios de dépenses (%)					
Dépenses réelles courantes/dépenses courantes budgétaires	75,8	83,9	98,9	98,4	n.d.
Dépenses de personnel/Dépenses de gestion	30,1	29,6	29,4	28,0	26,7
Subventions versées/Dépenses de gestion	51,6	51,1	50,4	53,1	51,1
Dépenses réelles d'investissement/dépenses budgétaires d'investissement	82,5	111,2	74,2	78,4	n.d.
Dépenses réelles d'investissement/dépenses totales	37,1	38,5	37,8	42,7	33,3
Financement des investissements (%)					
Epargne brute/Dépenses d'investissement	57,9	44,0	47,1	31,9	31,3
Recettes d'investissement/Dépenses d'investissement	22,9	23,1	41,5	34,9	38,1
Variation de dette nette/Dépenses d'investissement	15,4	18,0	21,8	10,0	32,5

^a Incluant les produits financiers

^b Hors nouveaux emprunts

^c Intérêts plus remboursement en capital de la dette

Source: CUS, comptes administratifs